

Le mouvement indigène du Guatemala, empêché de se présenter à la récente élection présidentielle, soutient du bout des lèvres le nouvel élu progressiste, Bernardo Arévalo. Leiria Vay explique pourquoi

«Changer de système, pas d'élite»

PROPOS RECUEILLIS PAR
BENITO PEREZ

Guatemala ► Prêtera serment ou ne prêtera pas? Pourtant très net vainqueur, le 20 août dernier, du second tour de la présidentielle guatémaltèque, Bernardo Arévalo est toujours à des lieues du Palacio Nacional, où il est pourtant censé être investi président du pays centraméricain le 14 janvier prochain. L'ancien diplomate de centre-gauche (lire ci-dessous) est en effet dans le collimateur du Ministère public et de certain-es juges qui se savent, à leur tour, visé-es par le programme anticorruption de son parti, Semilla.

Un temps suspendu, le processus de transition avec le sortant, Alejandro Giammattei, a toutefois pu reprendre sous la pression de Washington, qui a pris fait et cause pour Bernardo Arévalo, le «Tío Bernie» latino-américain, surnommé ainsi en référence au démocrate étasunien Bernie Sanders.

Plus circonspecte, la rue manifeste pour l'heure timidement en faveur de Bernardo Arévalo. Le principal mouvement populaire du pays – le Comité de développement paysan (Codeca) –, habitué à subir la répression juridico-policière, n'entend pas «servir de chair à canon» pour un projet qui ne le satisfait pas, explique sa déléguée à l'ONU, Leiria Vay García.

Le courant agraire et indigéniste est d'autant moins déterminé à défendre le résultat du scrutin que son instrument politique – le Mouvement de libération des peuples (MLP) – en avait été exclu par le Tribunal suprême électoral (TSE) en mars dernier, décision validée par la justice, sous des prétextes bureaucratiques. Un coup dur pour la gauche et le mouvement autochtone, tant la leader maya Thelma Cabrera, arrivée quatrième à la présidentielle de 2019¹, paraissait en mesure d'atteindre le second tour. A ce moment-là, personne ne misait en revanche le moindre centime sur Bernardo Arévalo, crédité d'environ 1% des intentions de vote...

De passage à Genève, Leiria Vay a témoigné de la «situation confuse» que vit son pays auprès de son partenaire local, l'association Km207. *Le Courrier* y était.

Depuis la victoire d'un candidat progressiste à la présidentielle, la situation est tendue. Comment appréhendez-vous ce moment?

Leiria Vay: Le Guatemala vit un moment de grande confusion. Beaucoup de gens espèrent voir les institutions démocratiques, notamment le Tribunal suprême électoral, sortir vainqueures de ce combat contre les juges corrompus. Cette vision binaire n'est pas cohérente. Ce sont précisément ces institutions qui ont faussé le scrutin en empêchant Thelma Cabrera de se présenter. Il est paradoxal de voir les partis de l'élite, défaits, dénoncer soudainement un système électoral frauduleux. L'actuelle polarisation a



Le 18 septembre dernier, des manifestants accompagnaient le président élu, Bernardo Arévalo, devant le Cour suprême de justice pour demander que cessent les actions du Ministère public pour tenter d'invalider les élections. KEYSTONE

pour conséquence de blanchir le système actuel. La nécessité de changer les institutions à travers une Assemblée constituante est dès lors repassée au second plan, ce qui est une erreur. Faire tomber quelques juges corrompus serait très insuffisant, ils ne sont pas les piliers du système de domination, ce sont juste des exécutants.

L'oligarchie et les transnationales ne s'attendaient bien sûr pas à ce résultat mais elles peuvent très bien s'en accommoder. Cela dépendra du comportement d'Arévalo. Elles ont deux stratégies possibles: faire réaliser un coup de force ou «plier» le futur président à leurs intérêts.

Le congrès de votre organisation a refusé de soutenir Bernardo Arévalo malgré l'absence forcée du ticket MLP aux élections: quelle est votre vision de son projet?

Je dois préciser qu'avant la campagne, nous avons tenté de



«Les plus grands soutiens d'Arévalo dans cette crise – les USA et l'OEA – n'ont jamais rien amené de bon aux secteurs populaires»

Leiria Vay

bâtir une coalition avec le parti de M. Arévalo, mais nous avons échoué à définir un agenda commun. Les représentants de Semilla jugeaient nos positions trop radicales pour la classe moyenne urbaine qui constitue sa base électorale. Ce parti, comme presque tous les acteurs du système, défend le «développement». Un modèle dont on connaît les résultats: privatisations, saccage de l'environnement au profit des multinationales et persécution de ceux qui s'y opposent. Cette continuité assurée par Semilla apparaît clairement quand on observe qui sont, dans cette crise, les plus grands soutiens d'Arévalo: l'ambassade des Etats-Unis et l'Organisation des Etats américains, deux entités qui n'ont jamais rien amené de bon aux secteurs populaires d'Amérique latine.

Au Guatemala, Semilla a l'appui de Dionisio Gutiérrez², le propriétaire de [la chaîne de restauration] Pollo Campero, et

de Luis von Ahn³, fondateur de la société Duolingo, qui a financé sa campagne depuis les Etats-Unis.

Mais pour nous, le principal problème est que Semilla n'a pas mis la question des peuples autochtones à son agenda. Sur ses 23 députés, un seul est d'origine amérindienne⁴ et il ne le revendique même pas. Plusieurs élus sont des – comment dit-on... – ah oui: des influenceurs!

N'attendez-vous rien de Bernardo Arévalo?

S'il lutte contre la corruption, nous le soutiendrons sur ce point. Mais cela ne suffira pas. On l'a vu après les mobilisations de 2015: celles-ci ont permis que l'ex-président Otto Molina et sa vice-présidente, Roxana Baldetti, finissent en prison; mais qu'a-t-on eu à la place? Le «pacte des corrompus», avec les présidences de Jimmy Morales, puis d'Alejandro Giammattei! Nous ne voulons pas changer

d'élite mais changer de système. Nous voulons un Etat plurinational, fondé par une Assemblée constituante, qui s'attaque enfin aux structures de domination. Nous refusons l'extractivisme et ce développement qui ne favorise que les multinationales. Notre société est celle du *Buen Vivir* (bien vivre).

Un gouvernement de Semilla peut-il favoriser ce dessein?

D'une certaine façon, oui. Lors d'une assemblée, une femme a dit: «J'espère qu'ils nous tueront moins!» Cela résume bien notre attente: pouvoir mieux nous organiser, gagner en marge de manœuvre. Une centaine de candidats du MLP au Congrès et aux municipales ont été empêchés de se présenter le 25 juin! Cela ne doit plus se reproduire.

Nous attendons du futur gouvernement qu'il donne plus de valeur à nos vies. Je rappelle que deux militantes de Codeca ont encore été assassinées en mai dernier⁵. C'est pourquoi la plupart d'entre nous ont voté pour Bernardo Arévalo. En même temps, il nous était impossible d'appeler, en tant qu'organisation, à l'élire. Car pour ce qui est des politiques sociales et économiques, nous ne nous faisons aucune illusion. Je donnerais un exemple: lors de la précédente législature, nous avions invité les partis de gauche à discuter d'un projet de loi visant à récupérer les services publics privatisés. Semilla n'a même pas assisté à une réunion!

Quel sera l'agenda de Codeca sous un éventuel mandat de Bernardo Arévalo?

Nous allons refonder un parti (*le MLP a perdu sa personnalité juridique en échouant à obtenir un député, ndlr*), car aucun mouvement politique existant ne défend l'Etat plurinational. Nous allons aussi faire en sorte que Bernardo n'oublie pas l'existence des peuples indigènes! Il doit comprendre que nous avons intérêt à nous soutenir. Bien que nous n'ayons obtenu aucun député, notre appel au vote nul au premier tour de la présidentielle a été très bien suivi⁶. De plus, Semilla est un parti essentiellement urbain, alors que Codeca est implanté dans tout le pays et en dehors. Nous avons fondé pas moins de treize comités de migrants aux Etats-Unis! Notre base s'inscrit dans le monde réel. Pas sur les réseaux sociaux comme la plupart des soutiens de Semilla! I

De la CIA aux juges corrompus

Bernardo Arévalo, 64 ans, leader et député du mouvement Semilla, est un des fils de Juan José Arévalo, le premier président démocratiquement élu du Guatemala. Le successeur d'Arévalo père, Jacobo Arbenz, sera toutefois renversé dix ans plus tard par la CIA, le gouvernement des Etats-Unis craignant les conséquences de la réforme agraire pour la multinationale United Fruits Company (Chiquita), qui détenait la moitié des terres du pays.

Bernardo Arévalo naît en exil en Uruguay. Adolescent, il rentre une première fois au Guatemala avant de suivre son père en Israël, où l'ancien président a été nommé ambassadeur. Bernardo obtient un doctorat en philosophie et anthropologie sociale aux Pays-Bas. Comme son père, il mène de front une carrière diplomatique et scientifique.

Ce n'est qu'en 2015 que Bernardo Arévalo saute le pas vers la politique, dans le sillage des mobilisations anticorruption de Ciudad de Guatemala et de leur traduction politique, le mouvement Semilla. Son élan est d'autant plus déterminé que la justice guatémaltèque subit alors une sévère épuration de ses acteurs les plus intègres: plus d'une trentaine de magistrats doivent fuir le pays, menacés de mort ou persécutés judiciairement, à l'instar de Thelma Aldana, ex-procureure de la République et candidate soutenue par Semilla à la présidentielle de 2019. Empêchée de se présenter par le TSE, avec le même prétexte bureaucratique que Thelma Cabrera et Jordán Rodas quatre ans plus tard (lire ci-dessus), M^{me} Aldana obtient l'asile politique aux Etats-Unis en 2020.

Moins attendu qu'Aldana ou Cabrea, Bernardo Arévalo est lui investi en janvier 2023 par Semilla et obtient sa reconnaissance par le TSE. Longtemps loin dans les sondages, il crée la surprise en se qualifiant le 25 juin pour le second tour de la présidentielle. Face à la candidate symbole du système, Sandra Torres, son discours anticorruption, sa volonté de renforcer l'Etat et de lutter contre la pauvreté lui permettent de l'emporter le 20 août dernier.

Sa prise de pouvoir prévue pour janvier 2024 demeure toutefois incertaine, plusieurs juges alléguant que le parti Semilla a été irrégulièrement constitué ou que le scrutin d'août aurait été truqué. A plusieurs reprises, le siège du Tribunal suprême électoral est perquisitionné et des documents électoraux saisis. **BPZ**

¹Lire *Le Courrier* du 9 août 2018.

²Responsable de l'émission à forte audience *Razón de Estado*, M. Gutiérrez a été patron jusqu'en 2010 de la multinationale agro-industrielle et financière Corporación Multi Inversiones, qui possède la chaîne Pollo Campero.

³Luis von Ahn, Guatémaltèque d'origine suisse, a inventé le Re-Capcha (vendu à Google en 2009). Il est proche de la vice-présidente étasunienne, Kamala Harris.

⁴On estime que la moitié de la population du Guatemala est d'origine autochtone.

⁵Au moins vingt-six activistes de Codeca ont été tués durant la précédente législature.

⁶Trois aspirant-es à la présidence exclus-es du scrutin ont appelé au vote nul qui a obtenu les faveurs de plus de 17% des votants.